Allocution de Fidel Castro Ruz, président de la République de Cuba, adressée au peuple cubain, au noble peuple étasunien et à l'opinion publique mondiale, au début de la « Marche du peuple combattant » devant la Section des intérêts des Etats-Unis (SINA) à La Havane, le 24 janvier 2006

Chers compatriotes

Au début de cette marche contre l'officine perfide et provocatrice de l'Empire, je tiens à réitérer ce que j'ai dit dimanche dernier en concluant mon intervention qui s'adressait au peuple héroïque de notre chère patrie, au noble peuple étasunien et à l'opinion publique mondiale :

L'administration étasunienne vise délibérément les objectifs suivants :

1) Relâcher le terroriste Luis Posada Carriles, que les autorités étasuniennes, y compris le père du président actuel, ont entraîné et utilisé pour commettre des crimes monstrueux contre le peuple cubain. Ce personnage répugnant a été recruté et entraîné dès 1961 pour remplir des missions spéciales lors de l'invasion mercenaire de la baie des Cochons ; il a été ensuite entraîné pour commettre des actions terroristes répugnantes contre Cuba, en vue de quoi il a été formé avec soin aux côté d'Orlando Bosch – que Bush père a gracié quand il était président ; il a été instruit pour participer à l'Opération Condor, une structure terroriste internationale qui a commis des crimes odieux contre des personnalités latino-américaines ; il a été l'organisateur et le cerveau du sabotage d'un avion de passagers de Cubana de Aviación, qui a explosé en plein vol, le 6 octobre 1976, au départ de la Barbade, causant la mort de ses soixante-treize passagers ; libéré de sa prison vénézuélienne par la CIA, le 18 août 1985, il a été aussitôt inséré dans la sale guerre contre le Nicaragua, livrant des armes aux *contras* par avion depuis El Salvador et transportant de la drogue aux Etats-Unis dans ces mêmes avions. Luis Posada Carriles a toujours maintenu des liens étroits avec les services de renseignement des Etats-Unis ; il a été financé par plusieurs des administrations de ce pays et utilisé pendant plus de quarante ans, en particulier à travers la Fondation nationale cubano-américaine, pour tenter d'assassiner le chef de l'Etat cubain. Il a été libéré, à la suite de démarches du président actuel des Etats-Unis, par la présidente du Panama, Mireya Moscoso, qui l'a gracié le 26 août 2004. Conduit dans un pays centraméricain sous la protection de l'administration étasunienne, il a été autorisé à entrer clandestinement aux Etats-Unis, ce qu'il a fait entre les 18 et le 20 mars 2005 à bord du yacht *Santrina*, piloté par un autre terroriste avéré, Santiago Álvarez, qui vient d'être incarcéré à son tour, curieusement, pour trafic d'armes et très graves violations des lois relatives à la sécurité des Etats-Unis. Nul au monde ne pourra réfuter ces vérités.

2) L'administration étasunienne, dont les tentatives d'isoler et d'asphyxier Cuba sur le plan économique ont totalement fait fiasco, ne se résigne pas à son échec et s'exaspère, d'où le danger.

3) L'administration étasunienne a fait l'impossible pour satisfaire aux désirs de la mafia terroriste cubano-américaine qui a conduit le président George W. Bush à la présidence aux termes de fraudes électorales en Floride dans le cadre d'élections très disputées.

4) Le président Bush et son administration ont fait leur un sinistre plan de transition à Cuba, qui constitue une ingérence éhontée vis-à-vis de la souveraineté de notre pays, lequel se verrait ramener des siècles en arrière.

5) L'administration étasunienne a adopté toutes les mesures possibles pour priver Cuba de ressources financières absolument légitimes, entravant le moindre envoi de fonds familiaux, en appelant même à des décisions inhumaines : prohiber ou bloquer au maximum les visites de Cubains vivant aux Etats-Unis à leurs familles de l'île.

6) L'administration étasunienne, à la suite des pressions de la mafia cubano-américaine, se propose, parmi ses premières nouvelles mesures, de violer ouvertement l'accord migratoire signé entre les deux pays.

7) L'administration étasunienne cherche des prétextes pour interdire à tout prix les ventes toujours croissantes de produits agricoles des Etats-Unis à Cuba, bien que notre pays ait, durant cinq ans, payé rubis sur l'ongle, ce qu'elle pensait impossible de la part d'une nation agressée et en butte à son blocus.

8) L'administration étasunienne, en désaccord avec la décision adoptée par le président Carter le 30 mai 1977, se propose de pousser à la rupture des liens diplomatiques actuels déjà minimes avec Cuba. Les violations grossières en cours depuis sa Section des intérêts à La Havane n'ont – ni ne peuvent avoir – d'autre but.

   L'administration Bush sait pertinemment qu'aucun gouvernement au monde ne peut accepter un outrage aussi pervers à sa dignité et à sa souveraineté.

La conduite et les actions de Cuba en riposte aux provocations de l'Empire seront foncièrement pacifiques, mais nous répondrons à l'insulte de toute la force de notre morale et nous serons prêts à le faire en recourant à toutes nos armes et à verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour repousser toute agression militaire de l'Empire convulsé et brutal qui nous menace.

Que nul n'oublie un seul instant la promesse grandiose d'Antonio Maceo, notre Titan de bronze : « Quiconque tentera de s'emparer de Cuba recueillera la poussière de son sol baignée de sang, s'il ne périt dans la lutte. »

J'observerai cette marche aux côtés des pionniers et des élèves qui animent avec passion, de la Tribune anti-impérialiste, notre peuple courageux et combatif qui marchera aujourd'hui devant cette officine perfide et provocatrice, de la même manière qu'il marchera au combat contre n'importe quel agresseur.

La patrie ou la mort !
Nous vaincrons